

Questions orales

Le vice-premier ministre va-t-il prendre des mesures pour remédier à la politique régionale mesquine du ministre de l'Emploi et de l'Immigration et faire en sorte que ce dernier suive l'exemple admirable du député de Kitchener lundi et présente des excuses complètes pour ses déclarations très insultantes?

L'hon. Jean Charest (ministre d'État (Jeunesse)): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration assiste actuellement à une conférence fédérale-provinciale. Je ne prétends pas être objectif dans mes sentiments à l'égard du ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Les députés s'entendent généralement à dire, je pense, que les termes qu'il a utilisés se prêtent à des interprétations. Il l'a lui-même admis volontiers hier. Cependant, personne n'a jamais remis ses intentions en question. Nous pensions avoir tourné la page sur cette question hier. Nous espérons que le député était du même avis. Depuis deux ans qu'il est ministre, son intégrité et ses sentiments sur cette question n'ont jamais été remis en question.

Des voix: Bravo!

M. Epp (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, c'est un fait que la page n'a pas été tournée à ce sujet. Je continue à recevoir des instances qui exigent davantage.

LA TENEUR DES DÉCLARATIONS

M. Ernie Epp (Thunder Bay—Nipigon): Monsieur le Président, le vice-premier ministre, qui est le chef du gouvernement aujourd'hui, pourrait-il rappeler au ministre de l'Emploi et de l'Immigration que ses déclarations, il y a quelques semaines, vont à l'encontre de la campagne lancée lundi dernier par le ministre au Multiculturalisme, une campagne de sensibilisation destinée à rappeler à nos concitoyens que la société n'était plus faite de deux solitudes et des autres? Pourrait-il lui faire savoir qu'il y a contradiction entre l'objet de cette campagne et ses propos à Radio-Canada?

L'hon. Jean Charest (ministre d'État (Jeunesse)): Monsieur le Président, si contradictions il y a, ce sont dans les propos du député qui voudrait faire tout un plat de cette question alors qu'il n'y a vraiment plus rien d'autre à ajouter. Les seules contradictions que nous voyons, ce sont les tactiques politiques mesquines du député sur une question aussi importante pour le Canada.

Des voix: Bravo!

[Français]

LES PLUIES ACIDES

ON DEMANDE POURQUOI LE GOUVERNEMENT N'A PU CONCLURE AVEC LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE UN ACCORD SEMBLABLE À CELUI INTERVENU ENTRE CET ÉTAT ET LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, en l'absence du ministre de l'Environnement, j'adresse ma question au vice-premier ministre.

Aujourd'hui, une étude fédérale dévoile que la croissance des forêts au Québec et en Ontario a été réduite des deux tiers à cause des problèmes découlant des pluies acides. On sait déjà que l'Union des producteurs agricoles perd un million de dollars par mois à cause des pluies acides.

Pourquoi ce gouvernement, étant donné les soi-disant relations spéciales entre le premier ministre et le Président des États-Unis d'Amérique, n'a-t-il même pas pu avoir le même accord sur les pluies acides, tel qu'il a été signé aujourd'hui entre cet État et le Mexique?

• (1200)

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, la députée pourrait-elle lire la réponse que j'ai donnée tout à l'heure à une question semblable? Cette question est l'une des plus prioritaires et des plus urgentes pour le gouvernement. Nous l'avons abordée avec le vice-président Bush. Nous la discuterons en profondeur avec le président lorsqu'il viendra ici en avril. Nous avons exprimé notre déception à propos de l'inaction des États-Unis et nous continuerons d'insister pour que les accords conclus soient entièrement respectés.

Mme Copps: Presque deux ans après le sommet irlandais, on n'a encore rien fait contre les pluies acides. Par contre, aujourd'hui même, le Mexique et les États-Unis ont conclu un accord.

LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au vice-premier ministre. Le premier ministre a-t-il l'intention de rester inactif bien longtemps en prétendant qu'il a une relation spéciale avec les États-Unis pendant que l'environnement et l'économie du Canada sont menacés?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, la députée nous reproche d'être restés deux années sans agir. C'est absolument faux parce que nous avons agi, avancé et progressé contrairement au gouvernement auquel elle était associée qui, lui, n'a rien fait pendant 25 ans. Nous avançons et nous avançons vite.